

Horizons et débats

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Un moyen de paiement régional favorise la région

Entretien avec Christian Gelleri, directeur de Chiemgauer e.V.

Horizons et débats: Qu'est-ce que le Chiemgauer?

Christian Gelleri: Le *Chiemgauer* est un moyen de paiement régional destiné à favoriser les circuits économiques régionaux et les associations régionales d'utilité publique.

Il y a déjà l'euro, pourquoi faut-il en plus le Chiemgauer?

Le *Chiemgauer* complète l'euro en tant que monnaie de toute l'Europe. Il sert à renforcer la région, à la favoriser, à donner la priorité aux circuits régionaux sur les circuits mondiaux. Cela veut dire que ce qui peut être fait dans la région ne doit pas nécessairement être fait à l'échelle interrégionale. Ce vieux principe de subsidiarité consiste à s'aider d'abord soi-même, à s'approvisionner par ses propres moyens et, si ce n'est pas possible, à faire des échanges avec d'autres régions. On obtient ainsi un mélange sain de régionalisation et de mondialisation.

Vous êtes l'initiateur du Chiemgauer. Comment en êtes-vous arrivé à le créer et quel était votre objectif?

Adolescent déjà, je m'intéressais au système monétaire. J'étais à la fois fasciné et choqué parce que j'avais lu que les systèmes monétaires s'effondraient tôt ou tard, au bout de 20, 30, 50 ou 70 ans, et cela en principe depuis 3 à 4000 ans, chez les Grecs, chez les Romains, au Moyen Age ou récemment. Ils s'effondrent toujours. Je me suis demandé pourquoi et s'il n'était pas possible de développer un système durable? Et je me suis mis en quête d'alternatives.

Quels ont été les premiers pas? Comment a été créé le Chiemgauer?

D'abord nous avons mis sur pied un groupe de travail qui a développé le concept. Il a œuvré pendant environ trois ans. La tentative d'appliquer le concept sur une grande échelle a d'abord échoué.



J'ai ensuite suivi une formation d'enseignant et plus tard j'ai eu l'idée d'introduire une sorte de monnaie de papier sur une toute petite échelle. C'était à l'école Waldorf à Prien, où dans le cadre d'une entreprise d'élèves, j'ai présenté mon idée et six élèves, six jeunes filles l'ont reprise avec enthousiasme.

Et comment fonctionne maintenant le Chiemgauer?

Le *Chiemgauer* est un système de paiement ouvert. On peut changer des euros en *Chiemgauer* et vice-versa. L'objectif est que le *Chiemgauer* reste aussi longtemps que possible dans le circuit régional et qu'il crée le plus de plus-values possible.

Les consommateurs changent les euros en *Chiemgauer*. Un *Chiemgauer* contre un euro. Il y a des bons à 1 euro, à 2 euros, à 5 euros,

jusqu'à 50 euros. Avec ces bons, les consommateurs vont faire leurs achats, comme avec l'euro.

Les entrepreneurs doivent payer une taxe de 5 % ou de 10 % lors du rachat d'euros. Pour éviter cette taxe, ils dépensent le *Chiemgauer* le plus possible dans la région. Il s'agit que le *Chiemgauer* passe le plus longtemps possible du boulanger au meunier, au paysan et au cordonnier, etc., qu'il reste dans le circuit.

Quel est l'avantage économique de ce système sur l'euro?

Le *Chiemgauer* a deux avantages: premièrement l'argent de la région ne peut pas être employé pour la spéculation et deuxièmement, il reste toujours en circulation. Il est régulièrement périmé au bout de trois mois et il faut toujours le renouveler. Il s'ensuit que l'argent circule régulièrement dans la région.

L'autre avantage est que l'on en revient aux intérêts régionaux et qu'on fait dans la région ce qui peut y être fait. Les domaines principaux comme l'alimentation, l'énergie, la construction, la circulation. Le but est de réaliser le plus de choses possible dans la région et le moins d'échanges possible de manière interrégionale. Ainsi cela se complète et produit une grande prospérité.

Quelles expériences avez-vous faites? Vos idées se sont-elles confirmées?

Je ne me suis pas fixé de buts trop ambitieux et je n'ai pas la prétention d'amener un changement politique du système. Je suis très satisfait que le système se développe de manière très dynamique. Nous avons commencé modestement avec 20 entreprises et un chiffre d'affaires de 70000 *Chiemgauer* par an pour arriver à 640 entreprises et un chiffre d'affaires annuel de 3 millions de *Chiemgauer*. Le fait que la croissance soit si saine et dynamique prouve que nous sommes sur la bonne voie.

Mais il faut reconnaître qu'une initiative de citoyens ne peut pas résoudre les problèmes de l'économie nationale. Il faudrait naturellement que l'Etat, que des acteurs plus importants interviennent. Mais je pense que ce développement lent, de bas en haut, est sain.

Depuis un certain temps, le Chiemgauer existe aussi comme moyen de paiement électronique. Quelles sont vos expériences?

Le *Chiemgauer* électronique est très important avant tout pour les entreprises. Imaginez un grossiste et un détaillant. Des sommes importantes sont en jeu, des milliers de *Chiemgauer* ou d'euros, des sommes de 5 à 6 chiffres. Réaliser cela avec du papier n'est pas une solution d'avenir. Nous l'avons compris dès le début et nous avons commencé relativement tôt de développer le *Chiemgauer*

Suite page 2

La monnaie régionale du Chiemgau (Bavière)

par Christian Gelleri

L'idée initiale était de soutenir une école grâce à des achats dans des entreprises régionales. Celles-ci s'engageaient alors à faire don à l'école d'une partie de leur chiffre d'affaires. De son côté, l'école faisait quelque chose au profit de ces entreprises en attirant sur elles l'attention du public. Actuellement, de nombreux organismes et prestataires mettent en pratique ce principe de promotion mutuelle. Il faut savoir que 80% des places d'apprentis et 70% des emplois sont offerts par les PME. Elles passent pour occuper une main-d'œuvre beaucoup plus importante que les grandes entreprises aux capitaux élevés. En même temps, les PME offrent un service de qualité dû à leur proximité avec leur clientèle. Dans notre région, la quasi-totalité des entreprises sont des PME et constituent donc la colonne vertébrale de la création de valeur régionale. Cela dit, il ne s'agit guère de minimiser les mérites des grandes entreprises en matière de réalisation d'économies d'échelle, mais quand nous parlons de monnaie régionale, il s'agit surtout de promouvoir les PME dans leur diversité.

A part la promotion de la stabilité économique d'une région, il s'agit de renforcer les circuits économiques régionaux en réduisant les transports. A quoi bon transporter du jus de pomme sur des milliers de kilomètres si la région dispose de bonnes conditions de production? Souvent ce sont des détails qui empêchent le développement, soit que les producteurs et les consommateurs ne sont pas suffisamment informés, soit qu'il y ait des obstacles à l'investissement, soit que les poten-

tiels soient tout simplement négligés. Or, dans ces cas-là, la monnaie régionale peut donner le coup de pouce nécessaire, réunir les producteurs et les négociants régionaux, informer les consommateurs, orienter le pouvoir d'achat vers le producteur et lier investisseurs et créanciers.

Acheter pour une bonne cause

La recette de la réussite de la monnaie du Chiemgau, le *Chiemgauer*, est basée sur trois principes qui déploient toute leur efficacité par leur réalisation simultanée. La première règle consiste à «acheter pour une bonne cause». Le profit ne résidant pas pour le consommateur, il est vrai, dans un avantage personnel, il peut profiter toutefois d'un avantage financier pour le projet qu'il favorise sans être obligé de payer quoi que ce soit. Face à la diversité des sociétés et des projets, presque tous les consommateurs ont l'occasion de promouvoir une institution puisque, finalement, tout le monde profite d'un organisme social qui fonctionne bien, d'une école, maternelle ou autre. En plus, ces projets sont liés à la promotion de l'économie régionale à laquelle presque tous sont liés par des rapports personnels, ne serait-ce que par leur emploi, qui en dépend directement, ou celui de parents ou d'amis.

La contribution régionale

Puisque les consommateurs font une bonne action sans subir d'inconvénients, le réseau est nourri régulièrement de nouvelle monnaie ré-

gionale. Les fournisseurs de marchandises ou les prestataires de services ont ainsi le choix entre continuer à dépenser la monnaie régionale ou, s'ils préfèrent, de la changer contre des euros, cette opération leur coûtant 5% par *Chiemgauer* et 10% par *Sterntaler* et leur demandant l'effort de se rendre à l'office de diffusion de la monnaie et de porter le coût du change dans leurs comptes. En revanche, il est plus simple et plus économique de dépenser la quantité de monnaie régionale qui correspond aux revenus obtenus dans ladite monnaie. Cela se fait par le prélèvement de profits pour les dépenses privées de l'entrepreneur, par le versement de salaires aux employés, les paiements aux fournisseurs et aux prestataires de services, par des dons à des associations ou par d'autres dépenses de l'entreprise. Au fur et à mesure que de plus en plus d'entreprises suivent cet exemple, en économisant ainsi la contribution régionale, les circuits économiques régionaux prennent de plus en plus d'ampleur. On peut le démontrer en prenant l'exemple du *Chiemgauer*. Si, la première année, 90% des *Chiemgauer* étaient échangés à nouveau contre des euros, ce pourcentage s'est réduit: au cours de la deuxième année, il n'étaient plus que de 60%, la troisième année de 50% et la cinquième année de 35%.

Impulsion cyclique

Dans le système des *Chiemgauer*, les bons arrivent à échéance à la fin de chaque trimestre, nécessitant leur prolongation pour trois mois grâce au paiement d'un timbre coûtant 2% de

la valeur du bon, ce qui représente 8% pour quatre trimestres. Il en résulte qu'on n'a aucun intérêt à amasser la monnaie régionale ou à l'utiliser pour des spéculations financières et celui qui voudrait épargner trouvera difficilement quelqu'un qui soit prêt à payer l'intérêt élevé pour les bons périmés. Celui qui désire épargner en monnaie régionale se contentera de ce que son créancier lui rende, à l'échéance, de la monnaie régionale «fraîche».

Ainsi, la monnaie «vétuste» a d'abord un effet stimulant sur l'activité économique puisque ceux qui possèdent des bons «vétustes» sont pressés de s'en débarrasser. Il en résulte pour les fournisseurs de marchandises et les prestataires de services une demande constamment accrue. Il s'agit moins d'augmenter la croissance que de «rendre permanente la demande». Celui qui dépense de la monnaie régionale peut être sûr qu'elle rentrera, tôt ou tard. Cela permet des planifications plus sûres.

Le deuxième effet de cette «monnaie à valeur décroissante» est qu'on a une forte envie de la dépenser. Même un taux d'intérêt zéro reste acceptable puisque le possesseur peut faire l'économie des taxes sur les liquidités. Quant à l'emprunteur, l'intérêt réduit lui donne la liberté de choisir entre différentes possibilités d'investissements. Naturellement, l'aspect rendement continue de jouer son rôle, mais les investisseurs sont à l'abri de toute contrainte absolue parce que même l'achat d'un chêne, par exemple, est rentable.

Suite page 2

«Un moyen de paiement régional ...»

suite de la page 1

électronique. Nous l'avons depuis 2006 à titre d'essai et depuis 2007 officiellement. Les PME de la région utilisent entre elles avec succès ce *Chiemgauer* électronique comme moyen de paiement professionnel. Il n'est pas différent des comptes bancaires des banques régionales. Celles-ci offrent le service de gestion des comptes d'argent régional. Les entreprises peuvent travailler de façon relativement simple et intégrer ces comptes de façon standardisée dans leur comptabilité et donc procéder comme avec des comptes bancaires ordinaires.

Vous avez déjà obtenu la participation des banques régionales. Est-ce que vous n'avez pas de difficultés avec la Deutsche Bundesbank?

Oui, au début il y a bien sûr eu des discussions au sein de la *Bundesbank*: fallait-il accepter ce genre de monnaie régionale ou s'y opposer? La *Bundesbank* a effectué une expertise. L'expert a constaté que les monnaies régionales ont peu d'ampleur et n'ont donc pas de tout d'influence sur l'économie nationale. Il en résulte qu'il ne vaut pas la peine de s'y opposer. En outre il existe dans d'autres pays, par exemple en Ecosse, des expériences similaires depuis des centaines d'années déjà, et les milliers de livres écossais échangés n'ont pas représenté de danger pour l'économie nationale. La livre écossaise est une monnaie privée émise par la *Royal Bank of Scotland* qui est une banque privée. A partir de ces exemples, l'expert de la *Bundesbank* a conclu que les monnaies régionales ne peuvent pas nuire à l'économie nationale, même si elles deviennent cent fois, voire mille fois plus importantes. Il part du principe qu'il y aura davantage de monnaies régionales et qu'elles augmenteront en volume mais sans causer de dommages à l'économie nationale parce que le volume total restera relativement modeste.

A quelles objections vous heurtez-vous dans la vie quotidienne?

La première est que c'est compliqué. Mais elle vient, ce qui est intéressant, de personnes qui ne participent pas à l'expérience. En revanche, ceux qui y participent disent que ce n'est pas compliqué. Lorsqu'on a participé pendant une ou deux semaines, c'est aussi simple que de rouler à bicyclette. Il faut une semaine ou deux seulement pour apprendre les gestes. J'ai trouvé cela très intéressant. L'obstacle est plutôt psychologique. On a peur que ce soit compliqué mais une fois qu'on pratique le système, on le trouve assez simple.

Il y a souvent une autre objection: «Pourquoi faire nos achats régionaux avec l'argent régional quand on peut aussi les faire en euros?» Bien sûr qu'on peut aussi acheter les produits

régionaux avec des euros, et il faut le faire pour donner un coup de pouce à l'économie régionale. Mais le *Chiemgauer* a un effet plus profond: Quand on remet le *Chiemgauer* à une personne, elle réfléchit: «Comment le dépenser dans la région? Et en le remettant à quelqu'un d'autre, elle l'amène à se poser la même question, à vouloir respecter la règle du jeu. Ainsi un effet systématique se produit. Il est très important qu'on ne soit pas seul à vouloir changer le monde, mais qu'un réseau se constitue et qu'on produise le changement ensemble. Je pense que le *Chiemgauer* est un bon moyen d'agir ensemble.

Quelles sont les prochaines étapes prévues?

D'abord une consolidation est nécessaire et il faut s'organiser pour mieux informer les consommateurs sur les offres existantes. Nous envisageons la création d'un journal. Nous devons nous demander comment informer régulièrement nos membres et les consommateurs sur des sujets d'actualité importants, comme le fait *Horizons et débats*, et également sur les offres régionales dont beaucoup de personnes ne savent rien. Une autre question est bien sûr celle des marchés financiers, de l'insécurité de la monnaie nationale. On se demande comment assurer la stabilité d'une monnaie régionale, comment la protéger de l'inflation ou de la déflation. Elles sont toutes deux également dangereuses pour l'économie.

Un troisième défi est d'arriver à investir dans la région. On dit souvent que la monnaie régionale n'est qu'un moyen d'échange, utilisable uniquement pour la consommation et qu'elle ne fait que pousser à la consommation. De plus en plus d'entrepreneurs, d'employés ont des *Chiemgauer* qui leur restent et ils veulent mettre de l'argent de côté pour leur retraite ou pour faire un achat important dans quelques années ou construire une maison. Il faut donc développer des instruments permettant de garder cette monnaie. Mais il faut que cet argent ne soit ni inactif ni utilisé pour spéculer, qu'il soit investi dans la région et qu'il y amène une dynamique, qu'il engendre de la croissance, qu'il apporte une vitalité durable à la région. C'est seulement si la région est économiquement forte que l'argent pourra finalement être remboursé aux gens et qu'ils pourront faire de nouveaux achats. On oublie souvent que ce qui a été épargné doit profiter à l'économie nationale et si elle perd en dynamique et en vitalité, ce qui a été épargné n'a plus de valeur. C'est l'inflation, l'argent perd de sa valeur. C'est ça qui est triste. Très souvent – les emprunts de guerre pendant la Première Guerre mondiale ou aujourd'hui les assurances vie ou les assurances de fonds – ne valent plus rien au bout d'une longue période, mettons 20 ans, et le réveil est brutal.

Merci beaucoup pour cet entretien.

Empêchons à l'avenir la danse autour du veau d'or

Entretien avec Mgr Reinhard Marx, archevêque de Munich

Face à la crise des marchés financiers, Mgr Reinhard Marx a appelé les P.D.G. et les investisseurs à un renouveau moral. Face à son interlocuteur, l'Agence de presse Kipa, l'archevêque de Munich a exigé que l'on abandonne l'idée des profits démesurés. Pour lui, il est «immoral» d'espérer des rendements de 20% par an.

Kipa: Monseigneur, les faillites des banques se suivent en cascades, les Bourses s'écroulent. L'économie de marché a-t-elle échoué?

Reinhard Marx: Non. Mais ce qui apparaît très nettement, c'est qu'une économie de marché sans régulations politiques ne fonctionne pas. L'ampleur de la crise actuelle m'a effrayé, moi aussi, mais je ne suis pas complètement surpris. Malheureusement, je dois l'avouer.

Il y a une année encore, il était impensable qu'un banquier tel que Josef Ackermann appelle l'Etat à la rescousse. Est-ce la solution?

Dans l'économie mondiale, il y a des enchevêtrements qui limitent la portée des règles nationales, ce qui rend d'autant plus nécessaires des institutions supranationales. L'Etat aussi a échoué parce que les politiques ne sont pas intervenus bien que nombreux étaient ceux qui voyaient ce qui se passait. Il ne faudrait pas récompenser ceux qui sont avides, qui ne recherchent que leur propre intérêt sans se préoccuper des autres. Nous avons besoin de structures qui encouragent les gens honnêtes, qui ne dissimulent pas les risques, qui ne trompent pas le monde.

Mais il ne suffit pas d'établir de nouvelles règles. Elles ne remplacent pas le renouveau moral chez les P.D.G. et les investisseurs. Ce n'est pas en vain qu'on parlait autrefois du marchand honnête, qu'on disait que les affaires financières sont une question d'honneur.

Le communisme est définitivement enterré mais si le capitalisme ne résout pas les problèmes de justice et le clivage entre les riches et les pauvres, les anciennes idéologies renaîtront de leurs cendres. Il est donc très important que nous continuions à développer l'économie sociale de marché afin qu'elle soit

au service du bien public et mette l'être humain au centre de tout. Je regrette que des acteurs économiques ainsi que des forces politiques, voire des citoyens aient pratiqué jusque récemment le turbo-capitalisme. Les attentes de rendements de 20, 25 % par an sont irréalistes; il faudrait le comprendre et agir en conséquence.

Est-ce que certaines affaires devraient être désormais totalement interdites?

Je ne suis pas banquier. Mais il est contestable que les banques vendent des produits qu'elles ne comprennent pas elles-mêmes. Bien sûr, il y aura toujours des transactions risquées, la Bourse en tant que telle n'est pas immorale. Celui qui a de l'argent peut courir un risque plus élevé. Mais il ne faut pas oublier que nombreux sont ceux qui recherchent maintenant des investissements transparents, sans grands risques, à l'échelon régional.

Il n'y a pas si longtemps, ce genre d'affaires était considéré comme démodé. Je me réjouis que l'on fasse l'éloge des caisses d'épargne et des banques populaires. Ce que j'espère, c'est qu'on aura compris combien précieuse est la transparence, justement pour ceux qui veulent investir l'argent qu'ils ont si laborieusement épargné.

La crise bancaire a détruit beaucoup de confiance. Créer la confiance est une des missions principales de l'Eglise. Comment pourrait-elle aider à surmonter la crise?

Nous ne sommes pas un atelier de réparations des échecs du capitalisme. Si les banquiers eux-mêmes paniquent, comment les clients ordinaires pourraient-ils envisager l'avenir sereinement? Ce n'est pas possible. Il est très important que la politique et les banques elles-mêmes rétablissent les fondements de la confiance. Cela se fait en ce moment.

Bien sûr, il faut encourager les gens à ne pas désespérer. Mais parfois, l'Eglise doit ne pas apporter de consolations faciles mais taper du poing sur la table et accentuer l'indignation. J'espère qu'à l'avenir, on va mettre en œuvre des changements durables qui empêcheront l'adoration du veau d'or.

«La monnaie régionale du Chiemgau»

suite de la page 1

Dans le système des *Chiemgauer*, la vente des timbres de prolongation du crédit profite aux organisations à but non lucratif. Et avec la monnaie régionale électronique les règlements sont beaucoup plus simples puisqu'on en déduit chaque jour un pourcentage minimal. Pour éviter la diminution de valeur de sa monnaie, celui qui possède des bons peut en tout temps placer son argent sur un compte à taux zéro. Cela rend possible des crédits à taux favorable.

La monnaie régionale s'avère être ainsi un concept global à capacité intégrative qui fait que la monnaie «vétuste» se transforme tout naturellement en des formes d'épargne à intérêt zéro qui, de leur côté, constituent la base de crédits à intérêts avantageux. A cela s'ajoute le développement de ce qu'on appelle des «fonds à risque» qui offrent aux créateurs d'entreprises des conditions de crédits favorables. Or, paradoxalement, c'est justement ceux qui ont le moins de moyens qui doivent payer les taux d'intérêt les plus élevés tandis que ceux qui ont déjà réussi ont accès aux meilleures conditions. Un «fonds à risque» pourrait réduire partiellement ces inégalités.

Les petits frères et les petites sœurs de l'euro

Ces derniers temps, en Allemagne et en Autriche, on a assisté à la création d'initiatives

régionales prometteuses. Actuellement, 16 initiatives offrent des bons régionaux, chacune ayant ses particularités. A Graz, le *Styrrion* est une entreprise d'écologues; le *Waldviertler* en Haute-Autriche, soutenu par la Chambre du travail et le Ministère de l'Economie a son origine dans une fabrique de chaussures; dans la région de Berchtesgaden, le *Sterntaler* fait le lien entre la monnaie régionale et un réseau d'échanges; le *Regio*, en Haute-Bavière, est administré par une banque, l'*Urstromtaler*, en Saxe-Anhalt, crée des circuits économiques tout à fait nouveaux tandis que le *Volmetaler*, à Hagen, est soutenu par le patronat de la ville.

L'amour de la patrie et l'évolution d'une Europe commune ne sont pas incompatibles, pas plus que l'euro et le *Chiemgauer*. Recourons à une image: Les monnaies régionales ressemblent aux dauphins qui, vifs et divers, animent les mers tandis que les monnaies nationales sont comme les baleines. A observer ces dernières, on pourrait penser que des animaux de cette taille n'ont pas besoin de «compléments», mais la mer offre ses espaces également aux dauphins.

Normes de valeur et de qualité de la monnaie régionale

L'association des initiatives de la monnaie régionale tient à ce que les dauphins respectent certaines règles du jeu et elle les a fixées sous forme de normes de valeur et de qualité. Elles postulent que la monnaie régionale doit représenter un gain pour la collectivité et non

servir des intérêts particuliers uniquement. Un des objectifs principaux est de créer des circuits économiques régionaux, et cela à l'aide d'un moyen de paiement «neutre» vis-à-vis de tout achat, emprunt ou don. Il ne doit donc pas provoquer de nouvelle répartition entre pauvres et riches par le biais des effets des intérêts cumulés. En plus, les responsables de la monnaie régionale doivent travailler de manière transparente en ce qui concerne les structures, les chiffres, les processus de travail et la communication interne et externe. Les décisions sont prises démocratiquement et selon le principe de l'égalité des droits. Par exemple, après avoir désigné démocratiquement les décideurs, une structure professionnelle est nécessaire pour garantir une action efficace. Il faut travailler de manière professionnelle et viser des objectifs précis pour réussir. Toutes les personnes concernées doivent être conscientes que l'initiative régionale doit, à longue échéance, se financer elle-même, ce qui ne se fera pas par un travail uniquement bénévole, mais nécessitera la rémunération des personnes qui s'engagent de manière durable. Les contributions dues doivent couvrir les coûts de l'initiative tandis que tout le surplus profite au bien commun. Pour éviter qu'on ne cesse de réinventer la roue, les initiatives de la monnaie régionale collaborent pour découvrir et mettre en œuvre de nouvelles synergies.

La monnaie régionale doit finalement être soutenue par des personnes capables d'accorder la priorité à la cause qu'elles défendent, de trans-

mettre l'idée aux autres et de la mettre en œuvre. Elles ont besoin du soutien de ceux qui, pour des raisons personnelles, ne peuvent pas fournir une contribution importante mais ne se contentent pas d'acquiescer à l'idée et s'engagent à l'intégrer dans leur vie quotidienne. Si la monnaie régionale entre tout naturellement dans le comportement des individus, elle déploie avec le temps les effets attendus en direction d'une culture économique équilibrée, non fondée sur l'exclusion, une culture de la tolérance et de la démocratie, une culture de l'échange honnête où les talents s'épanouissent de manière à ce que les individus aussi bien que la société et l'environnement puissent se développer durablement.

Bibliographie et liens Internet

Gelleri, Christian (2005): *Assoziative Wirtschaftsräume in: Fragen der Freiheit*, Bad Boll, 2005

Gesell, Silvio (1986): *Die natürliche Wirtschaftsordnung – Durch Freiland und Freigeld*, Lauf, 1986.

Kennedy, Margrit, Lietaer, Bernard (2004): *Regionalwährungen – Auf dem Weg zu nachhaltigem Wohlstand*, München, 2004.

Lietaer, Bernard A. (1999): *Das Geld der Zukunft – Über die destruktive Wirkung des existierenden Geldsystems und die Entwicklung von Komplementärwährungen*, Pöschneck, 1999.

Sites Internet:

Projet du *Chiemgauer* e.V.:

www.Chiemgauer.info

Verband der Regiogeld-Initiativen:

www.Regiogeld.de

Cancers infantiles aux alentours des centrales nucléaires allemandes

Historique de la question et évaluation radiobiologique des données

par Edmund Lengfelder, Strahlenbiologisches Institut de l'Université Ludwig-Maximilian de Munich

hd. A la fin novembre, la Société hippocratique suisse (www.hippokrates.ch) a organisé, à l'Université de Zurich, une journée très suivie. Elle était consacrée à deux sujets brûlants: une étude allemande sur les cancers infantiles et les dangers de la nanotechnologie. Nous nous concentrerons ci-dessous sur la première partie thématique de l'après-midi. Le professeur Lengfelder résume son exposé.

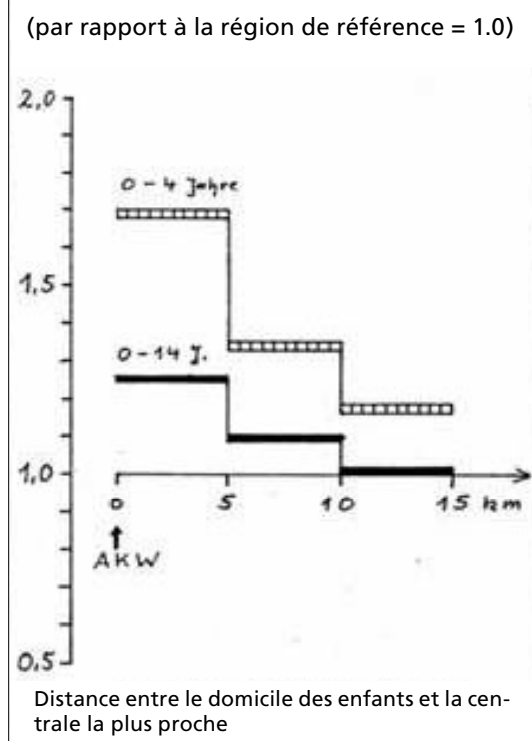
Après l'apparition d'un nombre inhabituel de cas de leucémies infantiles aux alentours de la centrale nucléaire de Krümmel et du centre de recherches voisin de Geesthacht, à l'est de Hambourg, des commissions scientifiques et des chercheurs se sont penchés sur les causes du phénomène. A la demande du ministre allemand de l'environnement Klaus Töpfer, le professeur Michaelis a étudié, à l'aide du Deutsches Kinderkrebsregister an der Universität Mainz (Registre national allemand des cancers de l'enfant, Université de Mainz) pour les années 1980 à 1990, tous les sites nucléaires allemands. En 1992, le ministère de l'environnement informait la population allemande que dans un périmètre de 15 kilomètres de rayon autour des centrales on n'avait pas constaté d'augmentation des cancers et des leucémies chez les enfants jusqu'à 14 ans. Cependant, un contrôle des données par des membres de la Commission leucémie du Schleswig-Holstein (qui a travaillé de 1992 à 2004) a donné les résultats suivants:

Dans un périmètre de 5 kilomètres de rayon, le nombre de leucémies chez les enfants de 0 à 4 ans présente une augmentation significative. On observe moins de cas entre 5 et 10 kilomètres et encore moins entre 10 et 15 kilomètres. Dans la recherche des causes épidémiologiques, cette dépendance du phénomène par rapport à la distance montre à l'évidence qu'il existe un rapport avec un centre d'émission de substances nuisibles dont la concentration diminue à mesure que l'on s'éloigne de la source. Il n'est donc pas étonnant que les chiffres significatifs pour le périmètre de 5 kilomètres de rayon soient «dilués» dans le calcul global concernant le périmètre de 15 kilomètres de rayon et que l'on constate l'«absence» d'effets.

Les exploitants de la centrale, le Registre national allemand des cancers de l'enfant et les membres du gouvernement Kohl estimaient qu'il n'y avait aucun rapport entre les cancers et des émissions radioactives provenant des centrales nucléaires. L'augmentation de la radioactivité aux alentours de Krümmel/Geesthacht mesurée par des membres de la Commission a été soit contestée soit attribuée aux retombées de Tchernobyl.

A la demande insistante de citoyens, de nombreux médecins et d'un grand nombre de riverains de centrales nucléaires, le ministère de l'environnement a donné au Registre national allemand des cancers de l'enfant le mandat d'étudier à nouveau minutieusement les cas de cancers chez les enfants de 0 à 5 ans aux alentours des centrales nucléaires allemandes. Cette étude (KiKK-Studie) qui mesurait à 20 mètres près la distance séparant le domicile des enfants de la centrale, a envisagé toutes sortes d'autres influences possibles sur les cancers (p. ex. les radiographies subies, les contacts avec des animaux, les produits chimiques présents dans les ménages). Autour de chaque site de centrale, 3 districts ont été étudiés. De plus, un groupe externe de 12 experts s'est occupé des détails de la planification de l'étude.

III. 6
Risque relatif pour les enfants vivant à proximité des centrales nucléaires d'être atteints d'une leucémie aiguë



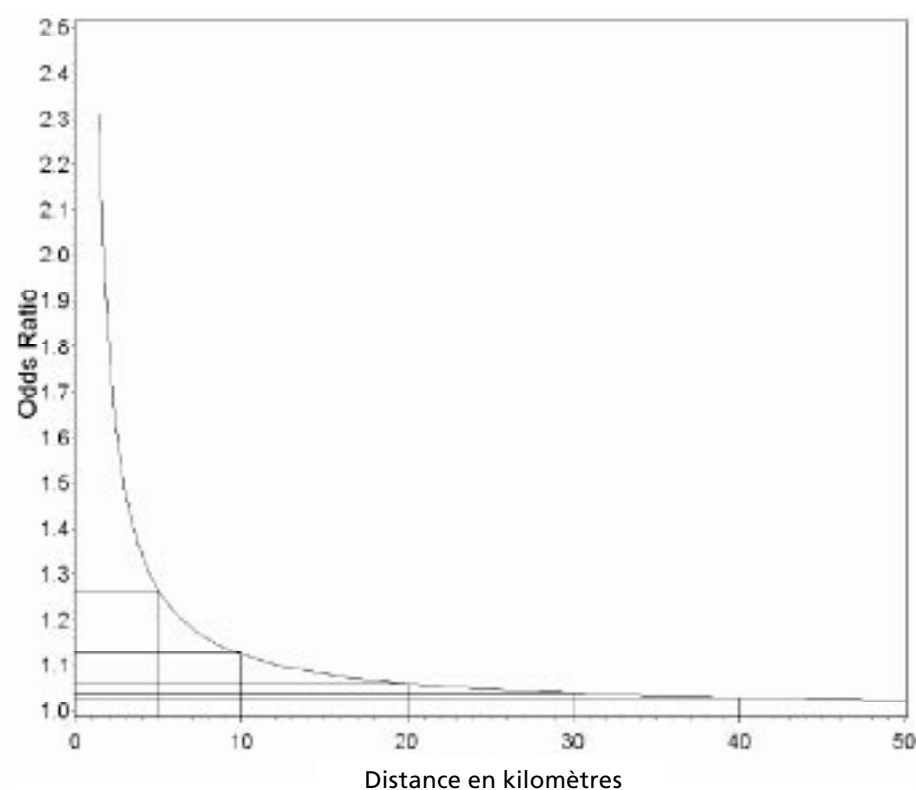
ment les cas de cancers chez les enfants de 0 à 5 ans aux alentours des centrales nucléaires allemandes. Cette étude (KiKK-Studie) qui mesurait à 20 mètres près la distance séparant le domicile des enfants de la centrale, a envisagé toutes sortes d'autres influences possibles sur les cancers (p. ex. les radiographies subies, les contacts avec des animaux, les produits chimiques présents dans les ménages). Autour de chaque site de centrale, 3 districts ont été étudiés. De plus, un groupe externe de 12 experts s'est occupé des détails de la planification de l'étude.

En décembre 2007, les résultats de l'étude du Registre national allemand des cancers de l'enfant ont été rendus publics par sa nouvelle directrice Maria Blettner: «Notre étude a confirmé que l'on observe en Allemagne une relation entre la proximité d'une habitation par rapport à la centrale nucléaire la plus proche [...] et le risque pour les enfants d'être atteints, avant leur 5^e anniversaire, d'un cancer ou d'une leucémie. [...] L'exposition au rayonnement ionisant n'a été ni mesurée ni modélisée. [...] Le rayonnement ionisant émis par les centrales nucléaires allemandes en fonctionnement normal ne peut en principe pas être interprété comme une cause.»

L'affirmation des auteurs de l'étude KiKK selon laquelle l'exposition des enfants au rayonnement n'a pas été modélisée s'est avérée fautive. En effet, en 2006, ils ont exposé leur méthode dans un «Rapport sur l'étude épidémiologique en cours». Ils expliquent en détail que faute de données individuelles sur l'exposition des enfants aux radiations, on détermine la distance individuelle entre le domicile et la centrale et on peut estimer approximativement, grâce à la loi de la distance par rapport à la source d'émission, une relation dose-effet. Mais après que soient apparus des résultats «inattendus», les auteurs prétendent, maintenant, dans l'étude KiKK, que les radiations n'entrent pas en ligne de compte comme cause des cancers et des leucémies infantiles. Ils ont tout simplement fait l'impasse sur le principe méthodologique qu'ils avaient préalablement établi, c'est-à-dire que la distance par rapport à la centrale est une mesure de remplacement pour l'exposition aux radiations. Il s'agit là d'une fraude scientifique.

L'affirmation selon laquelle le rayonnement émis par les centrales nucléaires est plus de 1000 fois inférieur au rayonnement naturel n'est attestée par aucune mesure de dose faite par les auteurs et n'est pas crédible au vu des résultats de l'étude. Le rayonnement naturel explique 5 à 10% des cas de cancers annuels (425 000 en 2002). Il est également

III. 3.4 Courbe de régression estimée



Le graphique illustre le principal résultat de l'étude KiKK. Il prouve que plus le domicile des enfants de 0 à 5 ans est proche de la centrale, plus le risque de cancer augmente. Cette augmentation concerne en particulier la leucémie liée aux radiations ionisantes. Une telle courbe était prévisible selon la loi de la distance par rapport à la source d'émission. Même à 50 kilomètres, on dépasse encore les valeurs normales pour les cancers infantiles (situées à 1.0 sur le graphique).

intéressant de savoir comment, en Allemagne, on en est arrivé aux valeurs-limites – valables pour la population – de 0,3 mSv par année dans les effluents gazeux et liquides des installations nucléaires. La Commission internationale de protection radiologique (CIPR) explique, pour justifier ses valeurs-limites, qu'elles représentent pour la population un risque considérable de dommages génétiques. «Mais elles peuvent être considérées comme supportables et justifiées au regard des avantages que l'on peut attendre de l'utilisation de l'énergie nucléaire.»

En 1965, la CIPR expliquait qu'une limite de dose-gonades de 5 rem «[...] assure une marge de manœuvre raisonnable pour l'expansion des programmes d'énergie nucléaire». La Commission nucléaire allemande, qui a fixé les valeurs-limites en vigueur jusqu'à aujourd'hui en référence à la CIPR, déclarait en 1969 que «cette exposition aux radiations était inévitable si l'on voulait que les coûts restent supportables».

Le gouvernement invite des scientifiques comme conseillers dans sa Commission nucléaire. Ainsi, son président, le professeur Jacobi, déclarait à la télévision, en 1987: «Ceux qui meurent d'un cancer dû à Tchernobyl ne mourront pas des suites d'autre chose, car nous devons tous mourir de quelque chose.» Le Dr Kinzelmann, médecin de la centrale nucléaire de Neckarwestheim, a

déclaré publiquement, à l'été 1993, à propos des affirmations contradictoires des scientifiques dans leur appréciation de l'énergie nucléaire: «Je trouverai toujours un scientifique qui m'apportera les «bons» résultats si je le rémunère suffisamment.»

Le professeur Hubert Markl, président de la Max-Planck-Gesellschaft, a déclaré, à propos de l'augmentation des cas de cancers: «Il est incontestable qu'en sciences, plus fréquemment que nous autres scientifiques le voudrions, il y a des imposteurs. Ils ne se contentent pas de bâcler leurs travaux, ils commettent délibérément des escroqueries.»

En matière d'amiante, de tabagisme passif, de conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, etc. il est aujourd'hui prouvé sans conteste que des milieux politiques et économiques influents se servent de scientifiques «appropriés» pour minimiser, voire nier pendant plusieurs décennies de graves dommages sanitaires manifestes et tromper ainsi la population. Au nom d'avantages économiques, on accepte la maladie et la mort d'innombrables êtres humains.

(Traduction Horizons et débats)

Prof. Dr. med. Dr. h. c. Edmund Lengfelder
Strahlenbiologisches Institut,
Ludwig-Maximilians-Universität München
Schillerstr. 42, D-80336 München
Tel.: +49 89 5996 833, -834, Fax: +49 89 5996 835
E-mail: Lengfelder@lrz.uni-muenchen.de

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction
d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons
et débats, Zurich».



En Suisse, avant de construire de nouvelles centrales nucléaires, il faut tirer au clair les problèmes environnementaux qu'elles posent et informer la population. (photo caro)

Cáncer infantil en los entornos de centrales nucleares alemanas

Razones de fondo y evaluación radiobiológica de los datos

por Prof. Dr. Edmund Lengfelder, Instituto radiobiológico de la Universidad Ludwig-Maximilian de Munich

zf. A fines de noviembre, tuvo lugar frente a un numeroso público en el hospital de la Universidad de Zurich, un acto de la Sociedad Hipocrática Suiza, www.hippokrates.ch. Los temas candentes fueron el estudio alemán sobre cáncer infantil y los riesgos de la nanotecnología. El Prof. Edmund Lengfelder resume a continuación los puntos fundamentales de la primera parte de su conferencia.

A raíz del número inusitado de casos de leucemia infantil en el entorno de la central nuclear de Krümmel y del vecino Centro de investigación de Geesthacht al este de Hamburgo, comisiones de científicos e investigadores inquirieron las causas de este fenómeno. Encomendado por el ministro de medio ambiente Dr. Töpfer, el Prof. Michaelis, con la ayuda del Registro Nacional de Cáncer Infantil de Alemania en la Universidad de Maguncia (Mainzer Kinderkrebsregister) de los años 1980 a 1990, llevó a cabo una investigación en todos los entornos de centrales nucleares alemanas. En 1992, el Ministerio de medio ambiente informó a la población alemana sobre el resultado: en un área de 15 km. alrededor de centrales nucleares, no se había registrado un incremento de casos de cáncer y leucemia entre niños de hasta 14 años. Sin embargo, de un control de los resultados realizado por miembros de la Comisión de leucemia de Schleswig-Holstein (en actividad de 1992 hasta 2004) resultó el siguiente diagnóstico:

En un entorno de 5 km, hubo un incremento significativo de casos de leucemia en niños menores de 4 años. En un área de 5 hasta 10 km, hubo menos casos, y en el entorno de 10 hasta 15 km, aún menos.

Para la investigación epidemiológica de causas, la dependencia de un fenómeno con respecto a la distancia, es una clara señal que hay un centro que emite sustancias contaminantes y que la concentración de esas sustancias disminuye en la medida que se toma distancia de él. Si un número significativo de casos en un entorno de 5 km, se «diluye» en un entorno de 15 km, no es sorprendente que entonces se constate la «ausencia» de un efecto. Y es un hecho radiobiológico, que en los niños de menor edad, una dosis también menor de rayos es suficiente para desencadenar leucemia.

Los que explotan las centrales nucleares, el Registro Nacional de Cáncer Infantil en Maguncia y los políticos del gobierno de Kohl, no veían ninguna relación entre los casos de cáncer y la emisión radiactiva de las plantas nucleares.

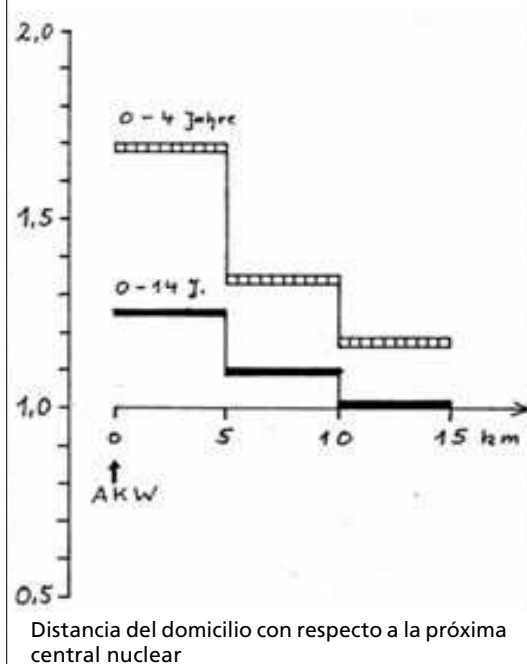
Los elevados valores registrados por los miembros de la comisión en el entorno de Krümmel/Geesthacht fueron, o bien negados, o simplemente atribuidos a la catástrofe de Tschernobyl.

En 2004, a raíz de la presión de grupos de la sociedad, de numerosos médicos y de un alto número de habitantes en el entorno de centrales nucleares alemanas, el Ministerio de medio ambiente encomendó nuevamente al Registro Nacional de Cáncer Infantil en Maguncia, que hiciera una investigación minuciosa sobre cáncer infantil en niños menores de 5 años que viven en el entorno de centrales nucleares en Alemania. Ese nuevo estudio (llamado estudio KiKK), que con un margen de 20 metros de exactitud medía la distancia entre la vivienda de los niños afectados y la próxima central nuclear (la chimenea), tuvo en cuenta, además, otros elementos que pueden contribuir a provocar cáncer (por ejemplo radiografías, contacto con animales, sustancias químicas en el hogar). En cada entorno de una central nuclear se examinaron 3 distritos y un grupo especial de 12 personas se ocupó de los detalles del planeamiento del estudio.

En diciembre de 2007, la nueva directora del Registro de Cáncer Infantil de Maguncia, Profesora Blettner, dió a conocer el resultado: «Nuestro estudio ha confirmado que se observa en Alemania una relación entre la distancia de la vivienda con respecto a la próxima central nuclear [...] y el riesgo para los niños de contraer cáncer o leucemia antes

Riesgo relativo para los niños que viven en los entornos de centrales nucleares de enfermarse de leucemia

(referente a una región de referencia = 1.0)



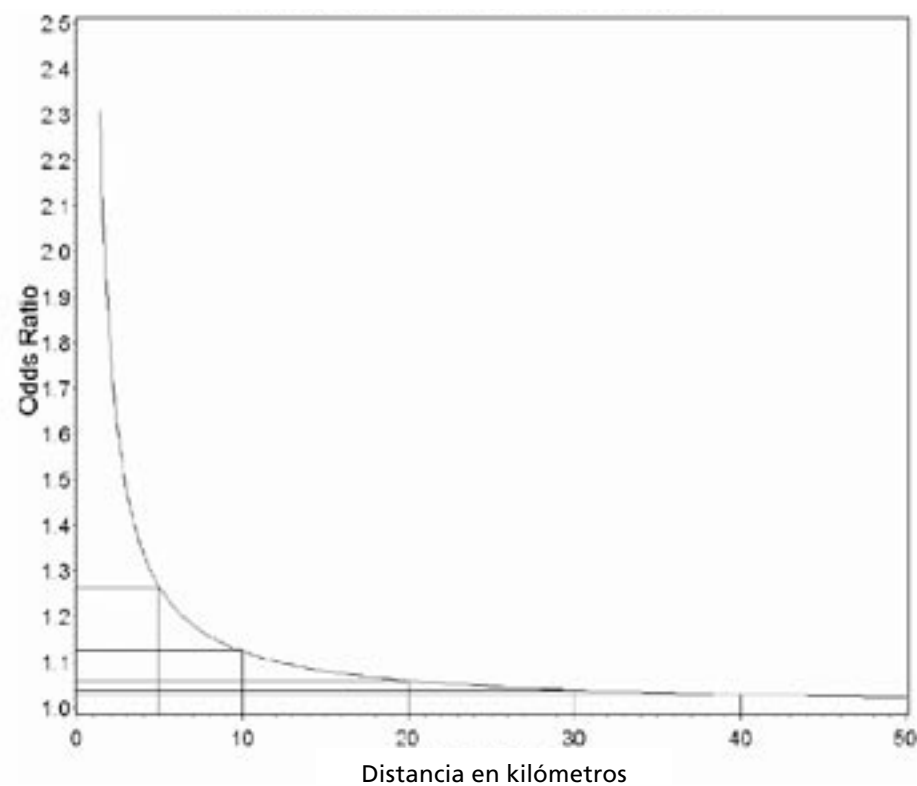
de los 5 años de edad. [...] La exposición a rayos ionizantes no ha sido ni medida ni evaluada (modelada) [...] la radiación ionizante que emiten las centrales nucleares en su funcionamiento normal, no puede interpretarse básicamente como una causa.»

La afirmación de los autores del estudio KiKK, según la cual la exposición de los niños a los rayos no fue evaluada, se ha comprobado que es falsa. En el año 2006, esos mismos autores expusieron su metodología en un «Informe sobre un estudio epidemiológico en realización». Ellos aclaraban en detalle, que para sustituir la falta de datos individuales sobre los perjuicios de la radiación en los niños, se determina la distancia individual entre la vivienda y la central nuclear, y con la ayuda del principio de distancia se puede calcular aproximadamente una relación dosis-efecto.

Pero, al presentarse resultados «inesperados», los autores del estudio KiKK afirman ahora, que las radiaciones no pueden ser consideradas como causantes de cáncer y leucemia en los niños. Así, contradicen simplemente el método que ellos habían fijado anteriormente, es decir, que la distancia con respecto a la central es una medición sustitutoria de la exposición radiactiva. Este proceder pone de manifiesto un fraude científico.

La afirmación de los autores, según la cual la radiación emitida por las centrales nucleares es mil veces menor que la radiación natural, no ha sido probada por ninguna medición de dosis hecha por los propios autores, y, considerando los resultados del estudio, no es creíble. La radiación natural ocasiona entre un 5 y un 10% de los casos de cáncer anuales (425 000 en el año 2002). Es también interesante, cómo se llegó a fijar para la población en Alemania el valor límite, aún vigente, de 0,3 mSv anual para los residuos gaseiformes y líquidos de las centrales nucleares. La Comisión internacional para la protección radiológica ICRP (1958) aclara, que si bien esos valores límites significan para la población una nocividad considerable por los daños genéticos, «éstos pueden considerarse como soportables y justificab-

Curva calculada de regresión



El gráfico ilustra el resultado central del estudio sobre cáncer infantil (KiKK). Éste prueba que, con una mayor cercanía entre la vivienda y la central nuclear, se eleva el riesgo de cáncer en niños menores de 5 años. El incremento concierne sobre todo la típica leucemia por radiaciones ionizantes. Una curva semejante es previsible según el principio de distancia en relación al centro de emisión. Aún a 50 km de distancia, se sobrepasan los valores normales para el cáncer infantil (ver punto 1.0).

les comparados con las ventajas que resultan del uso de la energía atómica.»

En 1965, aclaró la ICRP que el valor límite de 5 rem para las dosis gónadas: «[...] permite un margen razonable para la expansión del programa de energía atómica.» En 1969, la Comisión atómica alemana que, apelando a la ICRP, fijó los márgenes de radiación aún hoy vigentes, aclaró: «[...] que esa contaminación radiactiva es inevitable si se quiere que los costos se mantengan soportables.»

El gobierno designa a científicos como asesores de su comisión para la protección radiactiva. Así, en 1987, su presidente Prof. Jacobi manifestó en televisión: «Él que muere de cáncer a causa de Tschernobyl, entonces no se muere por otras causas, porque todos tenemos que morir de algo.» En el verano de 1993, el Dr. Kinzelmann, médico de la central nuclear Neckarwestheim, declaró públicamente a propósito de los informes contrvertidos de los científicos con respecto a la energía atómica: «Siempre conseguiré los científicos que me traen «buenos» resultados si pago lo suficiente.»

Prof. Hubert Markl, presidente de la Max-Planck-Gesellschaft, declaró con respecto al incremento de enfermedades: «Es indiscutible, que también en las ciencias – con más frecuencia de lo que nosotros científicos querríamos – existen impostores. No sólo cometen negligencia, sino fraude realmente intencionado.»

Con el amianto, el fumar pasivo, las consecuencias de Tschernobyl y otros ejemplos, está indudablemente comprobado que círculos de influencia en la política y la economía, se sirven de científicos «adecuados» para restar importancia o negar, por dos o más décadas, daños graves a la salud que son evidentes, y así engañar a la población.

En aras de intereses económicos se acepta la enfermedad y la muerte de innumerables seres humanos.

(Traducción Horizons et débats)

Prof. Dr. Edmund Lengfelder
Strahlenbiologisches Institut,
Ludwig-Maximilians-Universität München
Schillerstr. 42, D-80336 München
Tel: +49 89 5996 833, -834 Fax: +49 89 5996 835
E-mail: Lengfelder@lrz.uni-muenchen.de



En Suiza, antes de construir nuevas centrales nucleares, es necesario aclarar los problemas que éstas significan para el medio ambiente además de informar a la población. (foto: caro)

«A Cuba, le libre accès à l'éducation et au système de santé est un droit humain fondamental»

Interview de l'ambassadeur cubain Juan Antonio Fernández Palacios



Depuis la révolution cubaine de 1959 Cuba a souvent été perçue comme un appendice de l'Union soviétique. Lorsque celle-ci s'est effondrée, nombre d'Occidentaux avaient prédit que le socialisme cubain ne lui survivrait pas. Mais 18 ans après le système est plus solide que jamais.

Après la Révolution de 1959, en 1961, les USA ont décrété un blocus commercial contre Cuba, dans l'intention, de mettre à genoux ce petit pays. Ce fut un échec, car les Cubains étaient fermement décidés à ne pas se plier au diktat des USA. Il y a des années que l'ONU exige la levée de cet embargo. En octobre dernier 185 nations se sont prononcées à l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur d'une résolution cubaine demandant la levée du blocus commercial us américain qui dure maintenant depuis près de 50 ans. L'UE a mis fin au sien cette année, les USA ont maintenu le leur.

C'est cette actualité qui a poussé Horizons et débats à réaliser en novembre 2008 cette interview de Juan Antonio Palacios, ambassadeur permanent de Cuba auprès de l'ONU à Genève.

Horizons et débats: Cuba est soumis à des sanctions depuis près de 50 ans. Ces sanctions ont été infligées par les USA, après le changement de système politique et l'expulsion du dictateur Batista. Comment Cuba a-t-elle pu survivre dans une situation aussi difficile et pénible?

Fernández Palacios: Nous parlons de près de 50 ans d'embargo. Il est important de rappeler qu'il a été mis en œuvre dès la prise de pouvoir par les révolutionnaires et le lancement du processus de réappropriation et de nationalisation des ressources naturelles de notre pays. Durant la première moitié du XX^e siècle, Cuba se trouvait sous le contrôle total des USA, surtout à l'époque de la dictature de Batista. Il est également important de se remettre en mémoire un document particulier, une toute petite partie du mémorandum du Département d'Etat US de début 1961.¹ Il y est très clairement dit que le seul moyen pour venir à bout de Cuba consiste à soumettre l'île à des sanctions qui plongeront la population dans la misère, si bien que la faim et la colère pousseront la population à se révolter contre Fidel Castro. C'est écrit en toutes lettres. Des documents récemment rendus accessibles le prouvent. Cela signifie que la guerre économique contre Cuba a commencé dès 1961, et du seul fait de l'administration des USA. Ce blocus et ces sanctions sont un exemple parfait de législation et de normes nationales destinées à créer une situation visant à ruiner l'économie cubaine et à provoquer la chute du gouvernement cubain. L'Histoire nous fournit des exemples de nombre d'autres embargos entre superpuissances et autres puissances. Mais celui-ci, qui dure depuis 50 ans bientôt, est une sorte de guerre feutrée de la plus grande puissance n'ayant jamais existé contre une vaillante petite île.

C'est une guerre que les Conventions de Genève permettent de qualifier de génocide, surtout si l'on fait remarquer que cette politique vise à détruire un peuple entier et à lui infliger collectivement souffrances et famine.

Ces sanctions ont été mises en œuvre en 1961 et restent en vigueur aujourd'hui. Je pense que deux éléments importants sont à souligner dans le cadre de cette politique. L'un est le «Torricelli Act», voté en 1992 par le Congrès US. Ce n'était pas un hasard. Dans les années 90, Cuba a souffert d'un renforcement de l'embargo pour une raison bien simple: par «effet domino», le bloc de l'Est devait entraîner Cuba dans sa chute. On pensait donc qu'une intensification du blocus signifierait la fin de la Révolution. Le «Torricelli Act» renforçait la possibilité de faire un usage extraterritorial de l'embargo, essentiellement en interdisant aux navires étrangers

qui avaient fait escale à Cuba d'accoster ensuite aux USA. C'est une des pires mesures prises contre Cuba.

Le «Torricelli Act» ne leur suffisait pas, ils ont donc adopté en 1996 le «Helms-Burton Act». Cette loi est mondialement célèbre car elle a une application extraterritoriale; elle vise à renforcer le «Torricelli Act». Le «Helms-Burton Act» était une nouvelle création, non seulement pour aggraver l'embargo, mais pour recoloniser Cuba, dans une certaine mesure. La communauté internationale est surtout préoccupée par le troisième chapitre, qui concerne l'utilisation extraterritoriale. Mais de fait ce sont les paragraphes 1 et 2 les plus dangereux, car ils constituent une expression de la volonté de l'aile ultraconservatrice de la droite US d'organiser Cuba après l'ère Castro. Ils prévoient de renouveler toutes nos institutions, d'abroger la constitution, de tout changer.

Suite au «Torricelli Act» l'Assemblée générale des Nations Unies a voté une résolution présentée par Cuba qui rappelait la nécessité d'une levée de l'embargo économique, commercial et financier imposé à Cuba par les USA. Depuis 1992 des résolutions analogues ont été votées chaque année à une majorité écrasante lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. En 2007 ce sont 184 nations qui se sont prononcées en faveur de la levée de l'embargo. Seuls trois Etats y étaient opposés: les USA, Israël et les îles Marshall. Les raisons de ce refus sont évidentes. Mais 184 nations ont soutenu notre appel. Cela montre que la communauté internationale n'est pas d'accord avec cette politique ni pour appliquer les lois US dans le reste du monde.

Bien sûr l'embargo a créé de graves difficultés à notre peuple, surtout au quotidien. Nous pourrions vous soumettre tous les textes que nous avons adressés à l'ONU à ce sujet. Par exemple vous dire que ces 49 ans d'embargo ont fait perdre à Cuba, une valeur estimée de plus de 93 milliards de dollars.

Nous pourrions vous prouver, chiffres à l'appui, que tous les secteurs économiques étaient touchés. Nous pourrions ainsi montrer à quel point la vie quotidienne des Cubains en est affectée. Quand je parle de vie quotidienne, je pense à la possibilité d'accéder à certains médicaments qui ne sont fabriqués qu'aux USA, de mieux manger etc. Je pense que c'est le plus important. Les exemples

manquent pas: il nous est très difficile d'importer des instruments et outils indispensables pour le traitement des cancers dans nos hôpitaux. Comme nous le savons tous, nombre de ces appareils et médicaments ultramodernes ne sont fabriqués que par des entreprises nord-américaines, et les USA leur interdisent tout commerce avec Cuba.

C'est une véritable tragédie. C'est totalement illégal, aussi bien au regard du droit international que des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Voilà ce que j'avais à dire au sujet de ces sanctions.

Vous avez parlé de difficultés. Pour autant que nous le sachions, le système de santé cubain est un des meilleurs au monde. C'est un miracle que votre pays puisse résister à une aussi forte pression extérieure. Pourriez-vous nous parler de votre système de santé?

Vous avez parfaitement raison. La situation est bien celle que vous décrivez. De tels acquis en matière de santé et d'éducation sont-ils possibles? C'est pourtant la vérité et la réponse est très simple. Cette qualité est le résultat d'une volonté politique. A Cuba l'accès aux soins de santé et à la culture sont des droits humains, et les principes fondamentaux mis en œuvre durant toutes ces années l'ont ancré dans la réalité cubaine.

Dans ces deux domaines nous essayons de tout faire. Nous nous battons et allons chercher partout pour garantir que nos hôpitaux disposeront des appareillages essentiels, nous achetons les outils et appareils jusqu'à deux fois leur prix. Comme je vous l'ai dit, le libre accès de tous aux soins de santé, considéré comme droit fondamental, constitue un élément de notre volonté politique et de nos conceptions politiques. Ce sont deux domaines dans lesquels nous pouvons être fiers.

J'aimerais insister sur une question: que pourrions-nous accomplir dans ces deux domaines sans les restrictions qui nous sont imposées?

Un petit exemple: acheter des cathéters adaptés aux enfants. Un autre exemple: nos efforts financiers pour fournir des préservatifs destinés à prévenir le SIDA. Une entreprise qui nous en livrait a dû payer un demi-million de dollars d'amende, pour avoir fait du commerce avec Cuba et nous avoir vendu des préservatifs destinés à prévenir le SIDA et autres MST. Mais il y a beaucoup d'autres exemples dans le secteur de santé. C'est vraiment fou, et cruel.

Un autre point que nous souhaiterions aborder concerne votre collaboration avec le Venezuela. Pouvez-vous nous en parler? Comment collaborez-vous, de quelle manière? J'ai entendu parler du problème de la santé. Je connais l'action Milagros, pouvez-vous nous en parler plus en détail?

Oui, c'est exact, nous avons des relations privilégiées avec le Venezuela, des relations informelles, chose inhabituelle dans ce monde axé sur l'économie de marché. Malheureusement c'est dans ce monde-là que nous vivons.

Soit dit en passant: Je me souviens que nos relations avec l'Union soviétique étaient du même type. Les médias occidentaux répétaient à l'envie que Cuba ne survivait que grâce à l'Union soviétique et au Comecon. Je me rappelle qu'on nous traitait de pays satellite. Le monde avait tout faux: 18 ans après l'effondrement du bloc de l'Est, Cuba existe toujours, nous sommes toujours là. Notre relation avec l'Union soviétique et le Comecon était une relation toute simple, différente de celles qui régissent les autres relations internationales. C'était une relation entre une su-



perpuissance et un petit pays en développement, basée sur un commerce juste et équitable. C'était un autre type de relations, fondées sur la solidarité.

Dans le cas du Venezuela, c'est toujours cette même relation: une relation humaine entre deux pays libres. La collaboration dont

vous parliez implique des milliers de médecins et de soignants cubains qui travaillent au Venezuela. Cette collaboration ne cesse de se développer. Nous continuons à développer cette relation. Vous avez parlé de «Milagros». C'est un vaste projet prévoyant des milliers d'opérations de la cataracte. Je ne me rappelle plus le coût exact, mais comme vous le savez, c'est une opération très simple. Les frais réels n'excèdent pas 100 francs suisses. Mais dans un système de santé privé vous paierez 500 à 700 francs, ce qui est un abus. La différence est énorme. Mais une opération très simple vous permet de recouvrer la vue. Des milliers d'êtres humains, en particulier en Amérique latine, naissent aveugles et meurent sans avoir jamais vu, alors qu'une opération très simple, ne coûtant que 100 francs suisses, leur rendrait la vue. Nous l'avons pratiquée avec un immense succès au Venezuela, en Bolivie et même d'autres pays d'Amérique latine, en Equateur et au Pérou. Il est important de souligner que passer de l'ombre à la lumière

ne nécessite qu'une petite opération. C'est pourquoi nous offrons ce service au Venezuela et notre collaboration ne se limite pas à la santé, mais inclut aussi l'éducation. Nous avons une sorte de contrat, et nos échanges avec ce pays fonctionnent très simplement.

Nous entretenons aussi des relations économiques et commerciales. Le Venezuela nous livre un certain nombre de tonnes de pétrole. Nous les payons, mais à un prix de fauteur. Ce n'est pas un cadeau, mais une autre sorte de relations. Bien sûr nous ne payons pas le pétrole au cours mondial. Cela nous serait impossible. La convention nous permet d'acquitter une quote-part importante. Nous pouvons continuer ainsi pendant cinq à dix ans et payer un prix qui n'excède pas nos possibilités. Pour l'essentiel notre collaboration avec le Venezuela fonctionne parfaitement.

J'ai lu qu'il y a eu entre Cuba et le Venezuela une relation commerciale très particulière: eux vous fournissent du pétrole, et vous offrez en échange à quelques personnes des vacances gratuites à Cuba. Est-ce une rumeur?

Ce n'est pas ça: une personne ou un membre de sa famille peuvent venir accompagner quelqu'un qui sera opéré gratuitement de la cataracte. Si vous avez la cataracte, vous pouvez venir avec votre mère, votre père ou votre femme et vous ne paierez rien, tout est gratuit: l'opération, le voyage et l'hébergement de l'accompagnant. Vous venez à l'hôpital – un très bel établissement – où vous avez une chambre pour trois ou quatre jours, et à la fin de la semaine vous pouvez rentrer chez vous sans avoir déboursé un centime.

J'ai posé cette question parce que je considère cela comme une relation commerciale ou une façon de collaborer à laquelle nous devrions réfléchir, face aux problèmes rencontrés par ces temps de crise des marchés financiers. Je voulais savoir clairement comment cela fonctionne, parce que ce serait un modèle pour d'autres pays qui souhaitent s'apporter une aide réciproque. L'un d'eux offre ses ressources naturelles, l'autre une aide médicale ou tout autre chose. Ainsi on pourrait créer une nouvelle forme de commerce équitable.

Oui, c'est un autre type de relations. Quand ce programme a commencé, nous faisons presque toutes les opérations à Cuba, dans nos hôpitaux. Mais à long terme il est important d'établir des capacités d'intervention en d'autres lieux. Pour le moment nous discutons d'un projet qui en créera les conditions: nous livrons des équipements complets pour divers hôpitaux en Bolivie, Equateur, au Venezuela et dans d'autres pays latino-américains, afin que dans un avenir proche ces pays puissent en faire autant chez eux. Nous leur envoyons des médecins pour en former de nouveaux, c'est très important. Il n'est pas juste de dire, nous avons tout cela chez nous, donc venez. On ne peut pas posséder ce genre d'équipements et ne pas réfléchir au long terme. Ce ne serait pas fair play.

A la Havane nous avons la meilleure Ecole de médecine de toute l'Amérique latine. C'est aussi un merveilleux projet. Nous accordons des bourses. Les étudiants latino-américains bénéficient d'une formation gratuite à Cuba, pourvu qu'ils s'engagent à rentrer ensuite dans leurs pays respectifs et à travailler au moins quelques années dans les communautés pauvres, et pas dans la capitale.

C'est un gros problème en Amérique latine. Tous les établissements, tous les médecins se trouvent dans la capitale, et les gens de la campagne ainsi que la population indigène sont oubliés. Un autre exemple: nous préparons du personnel nicaraguayen, bolivien et vénézuélien à revenir dans leur propre pays et à leur offrir ses services à sa propre population.

«A Cuba, le libre accès à l'éducation ...»
suite de la page 5

Mais tous nos étudiants ne viennent pas d'Amérique latine. Tous les ans 100 étudiants américains commencent des études médicales pour obtenir un diplôme de médecin. Ce projet est en lien avec «Pasteurs pour la paix». Il s'agit d'un convoi qui arrive tous les ans à Cuba sous la conduite du Révérend Lucius Walker. C'est un projet très intéressant. Le convoi part du Canada ou des USA et franchit la frontière mexicaine, il emporte avec lui du matériel médical et des ordinateurs qu'il offre à Cuba. C'est de la solidarité. Mais essentiellement de la part de l'Eglise US. Cela dure depuis environ 16 ans.

Le monde occidental se préoccupe pour l'instabilité de la crise financière. Cette crise affecte-t-elle l'économie cubaine et si oui, quelles mesures prend le gouvernement?

Il est amusant de voir ce que provoque cette fameuse crise financière. Les Britanniques sont en train de nationaliser les banques; les Néerlandais et les Irlandais font de même. C'est en complète contradiction avec le modèle appliqué durant tant d'années – et que l'on a imposé aux autres. Comment pouvez-vous nous expliquer cette attitude, à nous autres Latino-Américains? Une telle politique est complètement à l'opposé de celle que les institutions financières ont cherché à promouvoir sur notre continent: «privatisation et économie de marché.»

J'ai lu dans un journal que les USA et la France nationalisaient leurs banques. C'est complètement contradictoire. Admettons que vouloir réguler la spéculation immobilière sur les marchés financiers va à peu près de soi. Mais ce qui est intéressant, c'est de réfléchir à leur réaction. Ils veulent réguler et nationaliser. Or la méthode qu'ils nous ont imposée durant des années était toute différente.

Si nous en revenons plus particulièrement à Cuba, je dirais que dans un monde globalisé notre économie ne peut échapper aux retombées de cette crise. Mais je constate que notre situation est meilleure que celle des autres, parce que l'embargo a empêché tout lien entre les institutions financières nord-américaines et les nôtres. C'est un fait, et j'aimerais rappeler que depuis deux ans l'un des secteurs les plus touchés par l'embargo a été celui des banques. Les USA ont interdit aux banques étrangères toute transaction avec Cuba. Je ne sais pas si vous vous rendez compte, par exemple, que l'UBS, une banque bien connue, a clôturé le compte de la Représentation permanente cubaine à Genève.

Quand cela?

L'an dernier. L'ambassade a dû transférer son compte à la Poste, parce que l'UBS refusait désormais tout échange avec Cuba. Il ne faut pas oublier que l'UBS avait été sanctionnée il y a trois ans par le Ministère des Finances pour avoir traité avec Cuba. Pour le moment ils ont cessé toute relation avec nous.

Nous avons un véritable problème dans cette affaire. Je vais vous expliquer brièvement, car c'est devenu très compliqué.

En tant que membre des Nations Unies, nous sommes tenus de verser notre contribution aux diverses institutions internationales qui ont leur siège à Genève. La majorité de ces comptes est domiciliée à l'UBS. En raison de l'attitude des USA envers Cuba notre pays est dans l'impossibilité de verser ce fût-ce qu'un cent directement de La Havane sur les comptes que ces organisations détiennent à l'UBS. Je parle par exemple de l'OIT, de l'OMC et de bien d'autres. Nous sommes donc obligés d'envoyer notre argent à une autre banque, en Allemagne ou à Zurich et de là, le faire transférer à l'UBS.

Vous pourriez me dire, ce n'est pas grave, ça marche quand même. Mais nous payons beaucoup plus cher, en raison des frais de transaction. Et personne n'est au courant. Les gens n'imaginent pas que s'acquitter de ses contributions aux organisations internationales soit un problème pour Cuba. Mais c'en est un, à cause de l'embargo.

Le gouvernement n'est donc pas obligé de prendre des mesures face à la crise financière actuelle?

Comme vous le savez, l'embargo nous interdit d'utiliser le dollar. Nous sommes obligés



Elevés pratiquant leur sport matinal. A Cuba, l'éducation est un droit fondamental pour tous. (photo cub)

d'effectuer nos transactions internationales en euros ou tout autre devise – à l'exclusion du dollar. Notre système financier n'entretient aucun lien avec le système financier US ou les institutions internationales. Mais bien sûr les conséquences globales se font sentir chez nous aussi. En tout cas nous n'avons pas besoin de nationaliser nos banques. C'est fait depuis 50 ans.

Je voudrais revenir sur un point que je juge particulièrement important. Les problèmes financiers ne vous atteignent pas, mais que signifie la crise pour le commerce international – pour tout ce qui touche l'économie? Je veux dire, par exemple, que tous n'ont pas suffisamment à manger. Dans votre pays vous avez résolu le problème – par exemple les gens ont des jardins et essaient d'en tirer de quoi se nourrir. Pourriez-vous nous en parler? Jean Ziegler et quelqu'un qui l'accompagnait en ont parlé. Ce dernier était enthousiasmé par votre façon d'aborder le problème, qui permet à tous d'avoir assez à manger. Peut-être un modèle à suivre?

Je voudrais mettre les choses au point. Selon les données fournies par Ziegler et la FAO, le monde produit assez de nourriture pour tous. Il ne s'agit pas d'insuffisance ou d'accessibilité. Le monde pourrait même produire plus encore de nourriture pour tous. Le problème est ailleurs: il s'agit de distribution, de contrôle, de prix et de contrôle de la spéculation à laquelle se livrent les multinationales.

Pour en revenir à nous: il est exact que Monsieur Ziegler est venu chez nous l'an dernier. Il a fait de cette visite un compte-rendu très intéressant.

Comment résolvons-nous ce problème? Eh bien, en régulant la distribution. Il est difficile pour moi de dire cela, mais dans le rapport que Monsieur Ziegler a rédigé en anglais c'est très bien expliqué. En gros nous avons deux systèmes. L'un concerne les denrées distribuées par l'Etat; les prix restent accessibles à tous. Nous appelons ce système «la libreta» (de *Libreta de abastecimiento*, livret d'approvisionnement). C'est une carte de rationnement. Ce système permet à tous les Cubains d'acheter à un prix très accessible des quantités limitées de sucre, huile, riz et divers produits alimentaires de base. Cette distribution est bien sûr entièrement contrôlée par l'Etat; ce dernier est responsable de l'alimentation publique; les pertes économiques n'entrent pas en ligne de compte. Bien sûr cela ne suffit pas, mais nous pouvons ainsi garantir à tous un minimum garantissant qu'ils ne mourront pas de faim ou même n'auront pas faim.

Si vous voulez davantage, et nous autres hommes sommes tous enclins à consommer, il existe un marché libre où vous pouvez acheter des denrées alimentaires, mais bien sûr à un prix différent. C'est l'autre face du système. Le marché libre est alimenté par des paysans travaillant pour leur propre compte et fixant leurs propres prix.

Et donc nous avons à Cuba deux possibilités qui se complètent pour garantir à tous le droit à une alimentation suffisante. Tous ont un accès à la distribution; c'est le point central.

Est-il exact qu'à Cuba personne ne souffre de la faim?

Absolument exact. Vous pouvez vous référer aux données collectées par la FAO et par Monsieur Ziegler lors de sa visite à Cuba. Pas d'enfant sous-alimenté; aucun n'est mort de sous-alimentation. Notre niveau de santé publique et notre espérance de vie sont extrêmement élevés, c'est un résultat de nos principes de base. Je trouve qu'ils ont fait leurs preuves dans la pratique; ils sont un bon exemple.

Mais il y a un autre point très important. Certains souffrent de maladies chroniques et l'Etat leur assure des suppléments alimentaires et des médicaments. Vous pouvez avoir besoin d'un médicament que nous n'avons pas à Cuba. Parfois l'Etat doit l'acheter sur le marché mondial. Et les Cubains qui en ont besoin peuvent l'acheter à prix réduit. Cela veut dire qu'à Cuba tous les malades chroniques reçoivent une aide supplémentaire de l'Etat, aussi bien pour leur alimentation que pour leurs médicaments.

Comment voyez-vous les approches de la Russie en direction des Etats latino-américains? Comment les interprétez-vous? Est-ce une réaction aux tentatives des USA de s'implanter en Asie et en Europe de l'Est? Quel est votre avis? Vous savez que la Russie livre des armes au Venezuela; doit-on y voir une sorte de réaction à cette politique?

Je vais vous faire une réponse toute simple. Vous voyez que la Russie reprend sa place dans l'arène internationale. Cela s'accompagne de choses bien étranges. Pour les médias ou la soi-disant «communauté internationale», il est normal que la 4e Flotte US soit en route pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Tout le monde trouve ça «normal». Mais que trois navires russes arrivent – alors quel scandale!

Du reste en ce moment même nous avons à la Havane un navire britannique pour nous aider à lutter contre le trafic de stupéfiants et à nous entraîner à l'intervention en cas de catastrophes naturelles. Ce qui est normal pour nous. Voilà mon argument. Mais le principal à mes yeux, pour en revenir à votre question, c'est que la Russie reprend sa place dans l'arène internationale. Ils essaient de travailler au monde multipolaire dont nous avons besoin. Et nous en avons besoin parce que le monde unipolaire où nous vivons depuis les années 90 ne peut pas continuer ainsi. Donc la Russie a repris sa place dans le monde et travaille à construire un monde multipolaire. Voilà ma réponse.

Comment voyez-vous votre rôle au sein du Conseil des Droits humains des Nations Unies? Quelles sont vos impressions, comment êtes-vous perçus?

Pour bien comprendre le Conseil des Droits humains, il est indispensable de savoir ce qui s'est passé avant. La commission précédente, qui s'est discréditée, était une déplorable institution, en raison de sa politisation et de ses activités, dont Cuba s'est plainte durant tant d'années. Maintenant nous nous trouvons dans une nouvelle situation, sans la résolution malhonnête à l'encontre de Cuba, si longtemps imposée à la Commission précédente. L'arrivée du nouveau Conseil a enterré la disposition contre Cuba, prise sur des critères politiques.

Cuba est devenu membre fondateur du Conseil des Droits humains. Et nous travaillons dans de nouvelles conditions, bien dif-

férentes. Cette institution favorise la coopération dans le domaine des droits humains. Plus de distanciation, plus de reproches, plus d'accusations, comme ils étaient monnaie courante dans la précédente Commission, aujourd'hui discréditée. Et naturellement notre approche et nos réactions sont fondamentalement différentes des anciennes.

En face se trouvent les champions autoproclamés des droits humains, les USA. Ils ne sont pas membres du Conseil. Pire encore, ce sont eux qui ont décidé de le quitter, et ils n'ont même plus le statut d'observateur. Pourquoi? Tout simplement parce que la situation, dans le Conseil, a complètement changé. Le comportement US a été très critiqué.

Sur la base de la nouvelle dynamique en vigueur dans le domaine des droits humains, nous avons décidé de signer deux conventions importantes: le Pacte International des droits civils et politiques et le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels.

Nous avons invité à Cuba le Rapporteur spécial des Nations Unies, Monsieur Jean Ziegler. Il est venu. Ces gestes montrent la solidarité de l'engagement cubain, que nous avons promis de montrer dans un autre cadre, défini par une institution qui favorise la coopération; nous sommes toujours prêts à collaborer. Mais la contrainte, la politisation, la manipulation, voilà ce que nous ne saurions accepter. Voilà l'aune à laquelle nous mesurons la politique cubaine au sein du Conseil des Droits humains. C'est pour l'essentiel l'attitude qui a été la nôtre depuis 15 ans au sein de la Commission. Voilà la grande différence.

Nous avons désormais une nouvelle disposition: les «états des lieux» (*Universal Periodic Reviews*, UPR) réguliers. Ces UPR sont des rapports périodiques, que tout le monde fournit, y compris nous.

Cette disposition est importante et très différente de l'ancienne. Autrefois c'était bien simple: les Etats occidentaux arrivaient avec une résolution humiliante et accusatrice, la présentaient, la faisaient adopter et s'en allaient. C'était de la roupie de sansonnet. Les UPR concernent tout le monde, ils sont universels, tous sont libres de poser des questions, de faire des commentaires et de mettre un pays sur la sellette. Au bout de quatre ans il faut répondre, et présenter à la communauté internationale les résultats obtenus depuis le dernier état des lieux établi pour le Conseil.

Pourrais-je revenir sur le ce que vous avez dit des Russes et de la nécessité d'un monde multipolaire. Pouvez-vous nous parler de l'avenir de votre pays? Où mène la voie que vous avez choisie? Quelles perspectives envisagez-vous?

Nous suivrons nos propres voies, bien sûr en apprenant des autres et des diverses expériences, mais pour l'essentiel nos propres voies. Je connais bien les commentaires et les points de vue différents des médias internationaux concernant l'éventualité d'un changement à Cuba. En 50 ans la Révolution cubaine a créé un certain cadre et fait ses preuves. Je n'essaie pas de prétendre que tout est parfait, bien sûr que ça ne l'est pas. Nous savons qu'il y a des améliorations à faire, mais nous ne changerons ni de voie ni de rythme. Nous essayons de réaliser l'idéal de notre héros national José Martí au XIX^e siècle: une société qui garantisse la justice pour tous. Nous ne serons jamais satisfaits avant d'avoir créé une société nouvelle et différente, qui assure réellement la justice pour tous les Cubains. Il y a 50 ans que nous y travaillons, mais nous continuerons. L'avenir, pour moi, c'est davantage de révolution et davantage de socialisme – que nous réalisons à notre manière propre qui améliore notre société.

Merci beaucoup.

C'est nous qui vous remercions de nous avoir donné l'occasion d'exposer notre point de vue et nos idées.

Traduit par Michèle Mialane et Fausto Giudice,
<http://www.tlaxcala.es>

¹ Memorandum from the Deputy Assistant Secretary of State for Inter-American Affairs (Lester D. Mallory) to the Assistant Secretary of State for Inter-American Affairs (Roy R. Rubottom jr.). Department of State, Central Files, 737.00/4-660, Secret. Drafted by Mallory, in Foreign Relations of the United States (FRUS), 1958-1960, Volume VI, Cuba; (Washington: United States Government Printing Office, 1991), p. 885.

Avons-nous besoin d'autorité dans l'éducation?

Voies menant à un comportement prosocial

Exposé tenu par le Dr Andreas Bau dans le cadre d'une formation continue pour parents

Je suppose que tous les parents veulent le meilleur pour leurs enfants, même si largement tous ne s'occupent pas consciemment de ce qui est nécessaire pour une bonne éducation. C'est pourquoi il faut se réjouir quand les parents sont prêts à réfléchir aux objectifs de leur éducation et sur la manière dont ils peuvent les atteindre.

Ainsi je voudrais essayer aujourd'hui d'élaborer des réponses à la question de savoir ce dont un enfant a besoin dès le plus jeune âge pour pouvoir à l'âge adulte vivre dans le sens des trois piliers sur lesquels se fonde la vie – c'est-à-dire la profession, l'amour et la communauté. Comment promouvons-nous la capacité des enfants de contribuer à organiser la vie communautaire humainement, c'est-à-dire comment les aidons-nous à développer un sentiment de compassion envers les autres et un sentiment de responsabilité? N'est-ce pas non plus notre devoir de guider les enfants afin qu'ils aident à rendre dans ce monde la dignité de l'homme réalité et qu'ils se sentent concernés par l'injustice et la détresse?

Ma thèse: L'enfant a besoin d'un attachement et d'une autorité pour qu'il développe une personnalité saine.

C'est pourquoi je placerai ci-dessous au centre le développement du psychisme infantin – en particulier en relation avec l'attachement – car nous avons d'abord, à partir de là, la possibilité de former nos enfants vers des personnalités mûres. Ensuite, je discuterai les résultats des recherches effectuées par *Diana Baumrind*, psychologue américaine dans le domaine de la psychologie du développement, relatives aux styles éducatifs des parents, en particulier sur le style éducatif dit autoritatif. Baumrind a observé et décrit de manière exacte pendant des années le comportement éducatif des parents et son effet sur leurs enfants, en s'appuyant sur des connaissances basées sur l'anthropologie et la psychologie du développement. Ses études connues au niveau international sont guidées par la préoccupation sociale, d'aider les parents dans leurs devoirs éducatifs difficiles et d'éduquer une génération psychiquement saine et consciente de sa responsabilité. Ses recherches sont une orientation importante et devraient être aujourd'hui plus que jamais reconnues et être transmises aux parents.

L'attachement comme fondement d'un développement psychique sain

Les racines de la formation d'une conscience et de la faculté du ressentir envers autrui se créent déjà chez les nourrissons et les petits enfants. *John Bowlby*, le fondateur de la théorie de l'attachement, a reconnu et prouvé au niveau scientifique que des liens fiables établis de bonne heure – au moins avec une personne de référence – posent les bases d'un développement psychique sain. «La théorie de l'attachement conçoit l'aspiration à des relations émotionnelles étroites comme un élément fondamental spécifiquement humain dont le nourrisson dispose déjà et qui est encore présent jusqu'à un âge avancé.» (J. Bowlby) Un attachement sûr est la base d'une résilience psychique. Un rapport entre la délicatesse maternelle et la formation d'un comportement empathique et prosocial chez l'enfant existe également. La recherche moderne sur le cerveau montre qu'il y a même une disposition congénitale à un comportement prosocial et moral. Déjà les nourrissons peuvent spontanément ressentir la détresse d'un autre nourrisson en commençant à pleurer eux aussi quand l'autre pleure. Ce sont les premiers pas du développement de l'empathie.

La capacité et la volonté de réagir à la souffrance de l'autre avec compassion et soutien est un aspect significatif de la compétence socio-émotionnelle d'un individu et elle est – en partant de la disposition existante chez le nourrisson combinée avec son aspiration à la relation – transmise à l'enfant en alternance avec sa personne de référence.



Un attachement sûr, une base fiable est donc la condition préalable à toutes les prochaines étapes du développement prosocial de l'enfant. (photo caro)

Je voudrais vous lire ici un exemple tiré du livre de l'écrivain kirgisien *Tchinguiz Aïmatov* «Goldspur der Garben» [La trace d'or des gerbes] où la mère parle à son fils: «Je me souviens de la fois où tu avais à la gare offert ton manteau mi-fourrure à un garçon. Tu avais vu une famille évacuée, une mère avec quatre enfants et tu avais donné ton manteau à l'aîné, à celui qui ne portait rien de chaud pendant que toi, tu étais vêtu seulement d'une veste légère et tu es rentré à la maison tremblant de froid. Peut-être que lui aussi, qui est un homme aujourd'hui, pense parfois à toi et se souvient du jeune bambin, car maintenant encore tu es plus jeune que lui. Mais tu as été son maître. La bonté ne se trouve pas sur le chemin, on ne la cueille pas comme ça par hasard. L'être humain apprend la bonté d'un autre être humain.»

Un attachement sûr, une base fiable est donc la condition préalable à toutes les prochaines étapes du développement prosocial de l'enfant, dans tous les domaines aussi bien corporel qu'émotionnel, intellectuel, social et moral. De la même manière, il est d'une importance centrale pour la capacité future de notre société justement en vue de participer à l'organisation d'un monde global, à l'achèvement des guerres et à la suppression de la faim.

Des relations gravement perturbées dans les premières années de la vie ont des conséquences graves telles que des difficultés d'apprendre, la peur dans la vie communautaire, des sentiments d'échec, une aspiration malade au pouvoir, l'hyperactivité et des enfants tyrans (*M. Winterhoff*), ceci accompagné d'un manque de compassion avec les autres.

Avoir de l'autorité ne veut pas dire être autoritaire

Le terme autorité est aujourd'hui décrié. L'autorité désigne dans son sens original une personnalité très influente, faisant autorité et dotée d'une grande réputation au point de vue de sa compétence professionnelle. Vous reconnaissez que le terme avait à l'origine une connotation positive. Le mot «autoritatif» veut dire qu'on se base sur l'autorité et sur la réputation. Du fait du rejet de l'autorité des pères par le mouvement antiautoritaire dans les années 60, qui s'est transformé dans les années 70 et 80 en un mouvement antipédagogique rejetant toute forme d'éducation, le terme autorité a été modifié et dévalorisé. Aujourd'hui, on associe au mot autorité la plupart du temps uniquement des termes à connotations négatives comme autoritaire, sévère, despotique, implacable, impitoyable, inflexible, etc. Tous sont des caractéristiques qui ne valent rien dans une éducation appropriée des enfants. Le style éducatif antiautoritaire ou permissif propagé par le mouvement antipédagogique est une théorie erronée qui

a empêché toute une génération de parents de guider leurs enfants, de les encourager, de les éduquer et de leur transmettre des valeurs. Les parents ont négligé de réclamer à leurs enfants des choses qu'ils étaient aptes à effectuer. Beaucoup d'adolescents issus de cette non-éducation n'étaient pas à la hauteur des réalités de la vie.

Le style éducatif dit autoritatif

Diana Baumrind a observé, dans le cadre de vastes études à long terme, les styles éducatifs des couples parentaux avec des petits enfants. Elle a alors buté sur 4 prototypes de styles éducatifs qu'elle a dénommés ainsi: 1. le style éducatif dit autoritatif, 2. le style éducatif autoritaire, 3. le style éducatif permissif et 4. le style éducatif négligent et rejetant. Elle a recherché le style qui favorisait le plus fortement la compétence optimale des enfants. Elle l'a nommé le style autoritatif. La compétence optimale de l'enfant éduqué de manière dite autoritative se caractérise par deux facteurs, *agency* et *communion*. *Communion* désigne le souhait d'être là pour les autres, de faire partie d'eux et d'être attaché à eux. *Agency* qualifie le besoin de l'enfant de rechercher son indépendance, son individualité et son épanouissement autonome. La compétence optimale n'est rien d'autre que l'atteinte d'un degré très élevé d'attachement et d'indépendance. Selon les résultats des recherches de Baumrind, le développement d'aptitudes, d'attributions positives propres et de stratégies sociales et responsables afin de résoudre des problèmes sont une expression de cette compétence optimale. Pour Baumrind, la base pour atteindre celle-ci est, comme on l'a décrit au début, un attachement sûr de l'enfant. En se fondant là-dessus, il faut en outre que les parents guident sûrement les enfants, justement le style éducatif autoritaire, dans le sens dit «autoritatif».

Qu'est-ce qui caractérise donc ce style éducatif, quels sont concrètement les facteurs qui mènent à ce que les enfants et adolescents éduqués selon ce style maîtrisent leur vie avec beaucoup plus de succès que les camarades de leur âge?

Baumrind décrit deux composants qui marquent le comportement pédagogique des parents éduquant de manière dite autoritative. Ils se caractérisent d'une part par de très grandes exigences et d'autre part par un très grand soutien.

Dans le domaine des exigences, il faut que les parents soient capables d'insister sur une demande et/ou de s'opposer à un vœu de l'enfant même si cela provoque chez lui une résistance. Cela implique une confrontation, mais une confrontation sans contrainte. Cette dernière empêcherait l'intériorisation des valeurs parentales parce qu'elle attire l'attention de l'enfant davantage sur la position de pouvoir des parents que sur les con-

séquences néfastes de son propre acte contre lequel les parents prennent position. Une confrontation qui conduit à une négociation et à l'élaboration commune d'une solution, favorise la sûreté propre de l'enfant et élargit son répertoire relatif aux possibilités de communication. Lors de cette «négociation», il est nécessaire que les parents écoutent aussi sérieusement les objections de l'enfant, mais qu'ils restent fermes sur leur position relative aux valeurs. Exemple: «Chez moi, on ne tue ni ne torture des êtres humains – même pas virtuellement dans des jeux vidéo!»

On doit même constater que la compassion naturelle dont l'enfant dispose – comme nous l'avons vu plus haut – déjà en bas âge se dégrade ou s'étouffe quand les parents négligent de s'opposer à leurs enfants dans le cas où leurs actes blessent ou nuisent à d'autres individus. Ici, je voudrais signaler la recension du livre de Winterhoff «Warum unsere Kinder Tyrannen werden» [Pourquoi nos enfants deviennent-ils des tyrans?], paru dans *Horizons et débats* n° 38 du 22/9/08.

Le degré de sentiments prosociaux s'élève quand les parents insistent pour que leurs enfants assument une responsabilité. Il est alors souvent nécessaire d'imposer la position de l'éducateur pour que la voix de la raison se fasse entendre. Les parents, qui expliquent toujours leurs demandes verbalement, sans exiger de conséquences et sans les contrôler, perdent de leur crédibilité et de leur autorité. Ils empêchent les enfants d'intérioriser des valeurs et des normes positives et d'apprendre à repousser leurs propres intérêts là où le bien commun l'exige.

Les jeunes élèves cherchent à savoir s'ils sont un «bon» enfant ou un «mauvais» enfant. Quand les parents et les enseignants définissent clairement des normes et renforcent les actes correspondants de l'enfant, cela contribue à ce que l'enfant se définisse lui-même comme un «bon» enfant.

Les parents qui sont sûrs de leurs propres valeurs ne doivent pas craindre de perdre l'amour de leurs enfants. Au contraire, ils sont pour eux des modèles attractifs à condition qu'ils réussissent à construire une relation positive avec eux.

Un exemple: Max, âgé de trois ans, passe la journée chez son grand-père. Après le repas, le grand-père voudrait se reposer et lire le journal. Il dit à son petit-fils tandis qu'il le regarde fermement et affectueusement: «Je vais m'allonger là-bas sur le canapé et je vais lire le journal. Il est probable que je m'endors bientôt et que je dorme un peu. Je ne veux pas être dérangé. Tu peux jouer ici dans la salle à manger ou regarder tes livres illustrés. Tu restes ici dans cette pièce et tu ne vas pas chercher du chocolat.» Le grand-père remarque dans son demi-sommeil que le petit-fils regarde de temps en temps du coin de l'œil pour voir s'il est déjà réveillé. Max continue à jouer tranquillement. Lorsqu'après trois quarts d'heure, le grand-père retire le journal de son visage, le bambin arrive en courant, se blottit contre lui et est tout radieux. Le grand-père dit: «Oh! Max, la sieste a fait du bien.» Max se réjouit et relève le journal qui est tombé par terre. Ils passent ensuite un après-midi rempli de bons moments.

Cet exemple montre nettement qu'il est indispensable d'établir des normes claires et correspondantes à l'âge et de poser ses exigences. Le grand-père attend de son petit-fils âgé de trois ans qu'il obéisse à la règle clairement définie et qu'il respecte son vœu! Son petit-fils, Max, sent qu'il est pris au sérieux et qu'il en va de lui. Le fait qu'il ait pu faire quelque chose de bon pour le grand-père le réjouit et fortifie sa personnalité!

Je voudrais présenter ci-dessous les résultats que Baumrind a conclus en ce qui concerne l'occupation et le soutien.

Ses recherches ont montré qu'une acceptation inconditionnelle vis-à-vis du compor-

Si nos actes étaient en accord avec notre conscience ...

par Karl Müller

Les peuples du monde ont pour le moins pris acte du mensonge concernant les armes de destruction massive, dont l'affirmation devait justifier la guerre d'agression contre l'Irak, non seulement contraire au droit international, mais un véritable crime de guerre selon les «principes de Nuremberg». Mais ce n'est que la pointe de l'iceberg. On a beau chercher, il n'existe aucun domaine politique important qui échapperait, dans la mesure où l'on entreprend une recherche sérieuse, au fait que nos gouvernements et les médias, soumis à la classe politique et aux grosses fortunes, nous cachent la vérité. Bien au contraire, ils lancent des affirmations qui doivent leur servir.

Voici quelques exemples de tels mensonges:

- Les instituts financiers et les gouvernements ont été surpris par la crise. Dorénavant ils ne veulent que notre bien et n'ont aucunement l'intention d'engager un processus de concentration et de nouvel endettement dans l'intérêt des tout grands du monde de la finance.
- Tous les gouvernements n'ont qu'un objectif, celui d'éviter une crise économique mondiale, à l'instar de celle du début des années trente du siècle passé et personne n'imagine un instant de mettre les salariés sous pression.
- Le prix du pétrole n'est tombé si bas que du simple fait des lois du marché; il ne s'agit en aucun cas d'une attaque contre certains pays exportateurs de pétrole.
- Les annonces permanentes de catastrophes de la part des banques et du monde de l'économie servent à offrir des perspectives pour l'avenir et n'ont en aucun cas pour but de nous décourager, ainsi que les pauvres de ce monde, afin d'exiger de nous tous encore plus de renoncements.

- Dans les eaux au large de la Somalie, il s'agit de lutter contre les pirates et non pas de ...
- L'OTAN veut débarquer en Somalie pour y rétablir des conditions d'Etat de droit.
- Les puissances occidentales sont préoccupées par les droits humains à l'Est du Congo.
- Le gouvernement israélien ne peut malheureusement agir autrement, qu'en violant constamment et gravement les droits humains des Palestiniens.
- Les troupes américaines se retireront bientôt de l'Irak.
- L'augmentation du nombre de soldats en Afghanistan amènera bien, un jour ou l'autre, la paix.*
- Les bombardements toujours plus fréquents du Pakistan ne visent que les terroristes.
- Les systèmes de défense anti-missiles américains qui doivent être installés en République tchèque et en Pologne, ne visent que les missiles qui pourraient venir d'Iran ou de Corée du Nord,
- Le traité de Lisbonne, qui doit être imposé de force aux Irlandais, est important pour l'avenir de l'Europe et que ce peuple – qui est le seul à pouvoir s'exprimer sur le sujet – sera tenu de voter encore et encore jusqu'à ce qu'il se soumette à la volonté des dirigeants de l'Union européenne.
- La manie de la «sécurité du pays» (Homeland-Security), venue des Etats-Unis, apportera plus de sécurité pour nous simples citoyens.
- L'engagement de soldats à l'intérieur de nos pays protège la liberté (dans l'Italie de Berlusconi patrouillent déjà 3000 soldats dans les grandes villes du pays).
- L'Allemagne exporte toujours plus d'armements, afin de garantir des emplois dans le pays et la paix dans le monde.

- Nous vivons encore dans une démocratie sociale et un Etat de droit.
- Tout va s'arranger avec la venue du nouveau président des Etats-Unis, *Obama*, en tandem avec Madame *Merkel* et Monsieur *Sarkozy*.

La liste n'est pas exhaustive. Mais elle suffit à inciter à la réflexion et à lancer un cri d'alarme.

En survolant les événements de ces dernières années, on constate qu'il s'est formé dans les questions politiques importantes un «mouvement» des puissants dans les grands pays occidentaux qui les unit, par delà les partis, et que la violence est devenue un instrument «normal» de la politique, que l'égalité du droit entre les hommes est ignorée, que les Etats ne respectent plus ni le droit ni les lois, qu'il y a toujours plus de «lois extraordinaires», qu'il y a des volontés de conquêtes et de pillages, ainsi que de massacres de populations, qu'il y a un déferlement de propagande uniformisée, etc. ...

On peut donc comprendre que beaucoup de gens regardent vers la Grèce dans l'attente d'une «petite révolution» qui pourrait s'étendre à d'autres pays. La situation est telle dans ce pays – mais tout autant dans bien d'autres pays occidentaux – qu'en réalité, il y a bien des raisons pour un changement fondamental de la politique.

Toutefois, il ne faut pas oublier que les raisons de se méfier des «révoltes» et des «révolutions» ne manquent pas, comme l'histoire nous l'a appris et comme cela découle de réflexions approfondies. Ensuite, il est nécessaire de se pencher sur ce qui s'est réellement passé en Grèce, ces derniers jours. Nous avons appris à connaître de telles «révolutions», dirigées par les services secrets et leurs hommes de main. Il s'agit, en fait, de pure politique de pouvoir. L'historien américain, expert en matière de services secrets, *Webster Griffin Tarpley*, en a apporté une démonstration dans son nouveau livre intitulé «Obama, The Postmodern Coup».¹

Le peintre *Francisco José de Goya* a dénommé l'une de ses peintures «le sommeil de la raison engendre des monstruosités». Il y a de cela 200 ans. De Goya a vécu les horreurs des guerres de conquête napoléoniennes en Espagne. Il savait ce qu'il peignait.

La déclaration de De Goya est encore vraie aujourd'hui. Toutefois, il en va plus que de rationalité. Le monde a besoin de chaleur humaine, de compassion, pas de transports affectifs ni d'utopies, mais de sentiments naturels et raisonnables. *Et cela est donné à tout un chacun!* Quels miracles n'accomplirions-



ISBN 978-3-498-07064-9

nous pas si nous savions mieux écouter la voix de notre conscience, la laissant nous guider!

Huberta von Voss a écrit en allemand un livre intitulé «Enfants pauvres, pays riche. Un récit sur l'Allemagne». Elle y parle de destinées qui ne nous lâchent plus. La pauvreté des enfants en Allemagne a tant de facettes différentes, et il s'agit de bien plus que de simples questions d'argent. Mais elle décrit aussi qu'il y a des personnes, souvent au sein de paroisses d'églises, qui n'en peuvent plus de voir tout ça et tentent d'aider.

Quelles sont les forces aptes à déclencher de la compassion et de la chaleur humaine pour tenter de modifier la volonté politique?

«Avons-nous besoin d'autorité ...»

suite de la page 7

tement de l'enfant a des conséquences négatives sur celui-ci. Cela fait croire aux enfants que l'environnement ne réagit pas à leur comportement et qu'ils n'ont pas besoin de limites. De telles opinions erronées sur la causalité semblent empêcher les enfants de rester persévérants quand ils rencontrent des obstacles.

Baumrind réfute la thèse de quelques chercheurs (par ex. de *A. Neill*, auteur du livre «Libres enfants de Summerhill») qui soutiennent qu'un assentiment lié à des conditions a des effets intimidants et est à l'origine de névroses. Baumrind parvient à la conclusion contraire: Si l'enfant perçoit l'attitude parentale comme une réaction qui concorde à ses propres actes et les corrige, alors il développera des stratégies pour résoudre les problèmes. L'enfant s'efforce de réparer son comportement fautif et de développer des voies raisonnables pour gagner l'attention des éducateurs.

Par contre, les parents permissifs guident peu leurs enfants. Baumrind décrit ceux-ci comme suit: «Ils essaient d'accepter et d'approuver les impulsions, les vœux et les actes de leurs enfants sans les punir. Ils exigent très peu d'eux. Ils se mettent à disposition comme ressource qui peut être utilisée selon les souhaits des enfants, ils ne sont pas des participants actifs qui se sentent responsables de la formation et de la modification du comportement actuel et futur de leurs enfants.»

Baumrind a constaté que les enfants développent une plus grande compétence quand les parents sont des guides conséquents et qu'en même temps, ils montrent une chaleur affective et encouragent les capacités cognitives. Nous revenons encore une fois sur le facteur de l'attachement: En accord avec la théorie de l'attachement, Baumrind considère l'aptitude des parents à créer un lien sûr avec leur enfant comme très importante. Cependant, elle distingue ici entre l'aspect positif et négatif du comportement relationnel, c'est-à-dire entre le soin et la capacité d'empathie d'une part et une occupation exagérée ou une intervention sans distance dans les intérêts de l'enfant d'autre part. En s'appuyant sur les connaissances issues de la psychologie

du développement, elle conclut que l'attachement doit également contenir la faculté de laisser l'enfant libre. Les motifs des parents intervenant sans distance dans les intérêts de l'enfant sont souvent égocentriques, cela veut dire que les parents font davantage cas de leurs propres besoins émotionnels que ceux de l'enfant.

Conclusions

Voici encore une fois un résumé des composants les plus importants du style éducatif dit autoritatif:

La relation optimale entre les parents et les enfants à tout âge est caractérisée par un équilibre entre différents facteurs: d'abord, les parents doivent reconnaître l'immaturation de leur enfant. Cela se constate quand ils offrent une structure et un contrôle et qu'ils assument leur rôle de guides. Ensuite, les parents doivent se soucier que leurs enfants deviennent des êtres conscients et compétents; Ceci en émettant des suggestions et en montrant chaleur et respect pour l'individualité de leurs enfants.

Les parents dits autoritatifs ont une attitude fonctionnelle et rationnelle par rapport à la discipline: Il ne s'agit pas pour eux de règles arbitraires. Ils assument beaucoup plus leur rôle de guide en se fondant sur la connaissance exacte qu'ils ont de leurs enfants et de leur situation. Dans chaque domaine de la vie, le succès de la relation parents-enfants peut se mesurer à la manière dont l'enfant allie la confiance qu'il a dans les soins des parents avec la volonté de développer son autonomie. Même l'adolescent a besoin encore d'être guidé et d'avoir un attachement sûr. Ceci parce que l'adolescence est une période d'incertitudes, dans laquelle l'individu doit faire face à la grande tâche de devenir adulte. Pour cela, il a besoin du soutien et de l'orientation des parents.

On peut déduire des descriptions ci-dessus que le psychisme de l'enfant ne se développe pas tout seul dans la bonne direction. Tous les enfants jusqu'à l'adolescence et l'âge adulte, mais en particulier les enfants en bas âge ont besoin d'individus mûrs et stables qui les accompagnent et les conduisent sur le chemin menant à une vie responsable.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich